Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

140-141 | 2015

Alimentation, arme du genre

Compte-rendu du colloque « les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain »

Université Paris-Ouest Nanterre La Défense 19-21 novembre 2014

Mathilde Fautras

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6178>

DOI : 10.4000/jda.6178

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2015

Pagination : 339-343

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Mathilde Fautras, « Compte-rendu du colloque « les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 140-141 | 2015, mis en ligne le 15 juin 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6178> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6178>

COMPTE-RENDU DU COLLOQUE
« LES PETITES PAYSANNERIES
DANS UN CONTEXTE MONDIAL INCERTAIN »

Université Paris-Ouest Nanterre La Défense
19-21 novembre 2014

Mathilde FAUTRAS*

Un engagement scientifique et politique pour les « petites paysanneries » : c'est l'objet du colloque international « Les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain », qui s'est tenu à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense du 19 au 21 novembre 2014. Le Groupe de recherche petites paysanneries (GPP), organisateur du colloque, a clairement souhaité se démarquer des études et des célébrations centrées sur l'agriculture familiale – mise en exergue en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, lors d'une année internationale consacrée à cette thématique¹. Comme dans ses autres activités, le GPP a cherché à nourrir les débats sur les questions paysannes dans une

* Laboratoire Mosaïques, UMR LAVUE – Université Paris-Ouest Nanterre La Défense – 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex
Courriel : mfautras@gmail.com

¹ Il s'agissait notamment pour la FAO d'« apporter un appui à l'élaboration de politiques favorables à une agriculture familiale durable » et d'« améliorer la diffusion des connaissances » sur cette thématique. Voir FAO, « Objectifs et lignes d'action ». 2014 *Année internationale de l'agriculture familiale*. [En ligne] <http://www.fao.org/family-farming-2014/home/objectives-lines-of-action/fr/> [consulté le 3 mars 2015].

perspective multidisciplinaire. Il s'agissait de parler de paysanneries plutôt que d'agricultures, pour souligner la pluriactivité des acteurs, mais aussi placer la focale sur les groupes sociaux, leur diversité, et favoriser les mises en regard de cas d'études. L'idée était de dépasser la notion d'« agriculture familiale » jugée trop englobante (des entreprises familiales aux notables), pour insister davantage sur les rapports sociaux, de production, de domination, sur les conflits et luttes existants, et sur les valeurs et représentations de ces groupes sociaux.

Le colloque a rassemblé près de quatre-vingts intervenants et presque autant d'auditeurs, qui ont alimenté de riches débats. Trois conférences introductives ont suivi l'allocution d'ouverture de Jean-Paul Billaud, Michel Streith et Mohamed Raouf Saïdi, coordinateurs du colloque et animateurs du GPP. Marcel Jollivet a d'abord rappelé les questionnements des sociologues ruralistes en France, du début des années 1960 au début des années 1980, en retraçant la formation de deux écoles de pensée : l'une cherchant à alimenter une théorie du changement social, et l'autre plaçant le changement comme un moyen d'étudier la façon dont le système économique qui domine la société transforme les rapports sociaux, pour se soumettre aux exigences de son développement. Najib Akesbi a ensuite abordé les tensions qui peuvent exister entre les politiques publiques et les petites paysanneries. Les premières ont longtemps ignoré les secondes (en s'occupant davantage des industries, services et espaces urbains), même si elles ont aussi dans certains cas cherché à les protéger, les accompagner, les « moderniser ». N. Akesbi a rappelé que malgré l'avènement du marché, les paysans ne peuvent être réduits à des *homo œconomicus* : ils sont ancrés dans un pays, un terroir, une communauté, et ont des capacités d'adaptation, comme le montre le cas des paysanneries marocaines. Enfin, Denis Pesche a présenté deux organisations paysannes, l'une au Sénégal et l'autre dans l'Aveyron, pour discuter du sens de l'action collective. Dans le premier cas, il a montré comment une organisation paysanne sénégalaise a servi de base de rayonnement pour le mouvement paysan de ce pays. Dans le second, l'organisation de sociétés anonymes

dans le contexte de la maladie de la vache folle a permis de redynamiser les mobilisations, mais aussi de s'interroger sur la façon dont on entre ou on sort de ces actions collectives.

Les communications des intervenants étaient ensuite réparties en quatre ateliers : modèles de production, ressources, mobilités, mise en politique. La diversité des cas d'études – de la Pologne à la Bolivie, en passant par la Centrafrique, la Serbie et l'Inde – a permis des discussions autour de nombreuses thématiques transversales.

D'abord, il y a eu de nombreux échanges autour de la transformation des systèmes agraires et de production, et des protagonistes impliqués dans ces changements, qu'ils soient issus d'espaces urbains ou ruraux. Les facteurs de déstructuration et de restructuration apparaissent à la fois naturels, sociaux, économiques et politiques. Les conséquences de ces processus sont très diverses : libéralisation, privatisation, concentration foncière, prolétarianisation, exclusion, migration... Les réactions des paysanneries à ces situations de crise ne sont pas moins variées : adaptation, innovation (diversification des revenus familiaux, regroupement familial, mobilité, recours à l'irrigation, etc.), résistance. Les nombreuses stratégies d'adaptation remettent ainsi en question l'idée de disparition des paysans, pour privilégier l'analyse en termes de résistances ou de résiliences.

La distinction entre résilience et résistance a d'ailleurs animé des discussions dans plusieurs ateliers. Pour certains participants, la résilience est apparue comme un biais méthodologique, dans la mesure où il est difficile d'enquêter auprès de paysans « non résilients », qui ne sont plus présents. En outre, la question de la mise en politique, qui se décline sur le plan des résistances et des dépossessions, invite à voir les choses sous un autre angle. Plusieurs intervenants ont insisté sur les luttes pour la reconnaissance et sur la notion d'autonomie des groupes sociaux. Plus que la résistance, il peut être intéressant d'étudier la puissance d'un mouvement social, sa capacité à s'organiser et sa dimension créatrice. Les stratégies d'adaptation peuvent ainsi conduire parfois à une « repaysannisation » : c'est le cas dans certaines configurations de mobilités,

qu'elles soient contraintes ou voulues, quand « on part pour ne pas changer la situation ». C'est ainsi que diverses contributions ont témoigné du fait que la recherche – en particulier sur la ruralité et les paysanneries – mais aussi les espaces ruraux eux-mêmes, ne sont pas dépolitisés, contrairement à ce qui se dit parfois.

La notion de ressources a également été au centre de plusieurs échanges. Qu'elles soient naturelles (foncier, forêt, eau) ou sociales (capital, savoirs, paysages), les ressources ne peuvent pas être comprises d'un point de vue strictement économiste. L'intégration des dimensions sociales, culturelles et politiques permet de saisir l'ensemble des enjeux qui les entourent. Ainsi, des conflits naissent de conceptions divergentes de la ressource, mais aussi parfois parce que les protagonistes ne lui donnent pas la même signification, alors même qu'ils s'accordent sur son identification. C'est par exemple le cas de paysages agraires aux Philippines, où les rizières en terrasse de la région de Luzon ont été récemment classées au patrimoine mondial de l'UNESCO.

D'autre part, les communications ont souligné les difficultés de généralisation et l'ambiguïté des modèles privilégiés par certaines disciplines comme l'économie. Des tendances se dessinent, mais en même temps elles sont sans cesse nuancées. Il en est ainsi de l'individualisme qui semble s'imposer dans les sociétés mais où la dimension collective est aussi mise en exergue, voire instrumentalisée, comme c'est le cas pour les structures coutumières au Soudan. De même, on observe un essor des multinationales et une circulation accélérée des capitaux, mais les appropriations de ressources ne sont pas toujours le fait d'étrangers : dans les processus d'accumulation et de captation, il arrive que les paysans ne soient pas perdants. De même, plusieurs études ont montré que pour répondre aux incertitudes, les paysans prennent appui sur des éléments constitutifs de la mondialisation : le marchand, le commercial, le monétaire. L'appropriation du « marchand » se fait alors dans l'objectif de pérenniser le non marchand : il s'agit de s'appuyer sur le système économique dominant pour mieux le contrer, ce qui conduit à des formes d'hybridation entre autoconsommation et vente.

Enfin, la question de la définition des (petits) « paysans » est restée un fil conducteur. Dans cette approche heuristique, c'est bien souvent la réponse « cela dépend » qui est ressortie, tant les configurations et les méthodes d'approche sont diverses. Les témoignages de Morgan Ody, paysanne maraîchère en Bretagne, et de Jean-Pierre Lebrun, paysan à la retraite dans le Maine-et-Loire, en ont attesté. Le travail agricole contraint parfois à s'éloigner des objectifs de départ (faire ses semences soi-même, s'engager collectivement). Cependant être ou devenir paysan constitue selon eux un moyen de s'affranchir de certaines dépendances (à la famille, aux clients, aux voisins) car il est possible d'agir dessus.

Au final, ces réflexions interrogent également la place du chercheur et son implication. Morgan Ody interpellait ainsi la salle en demandant si l'on parlait de « petits chercheurs ». Si l'adjectif « petit-e » invite à insister sur les rapports sociaux, sans connotation péjorative, il n'en reste pas moins que la question du langage est essentielle pour les chercheurs comme pour les paysans. Car les mots peuvent devenir eux-mêmes objet de lutte pour dépasser le langage des dominants. En somme, ce colloque a favorisé la confrontation du point de vue de différents chercheurs avec celui de paysans et paysannes, soulignant divers enjeux de la production des sciences sociales.

* * *